

UN TRAITÉ DE MUNICIPALISME PRISONNIER D'UNE LECTURE IDÉOLOGIQUE

Note de lecture sur l'ouvrage : *À nous la ville ! Traité de municipalisme*, Jonathan Durand Folco, Montréal, Écosociété, 2017, 184 p.

En démarrant ce petit ouvrage au titre alléchant, on entrevoit une réflexion alerte sur la modernité tardive des villes car l'auteur, philosophe et nord-américain, nous annonce un véritable « front municipal » rebelle à base d'émancipation, de transition et de transformation sociale. Comme la politisation urbaine est plutôt un angle mort dans les travaux en sciences sociales, cette entrée en matière donne envie d'en savoir plus et on attaque avec appétit ce questionnement novateur sur les nouvelles régulations (publiques et politiques) des métropoles. Dans l'introduction, la façon de dresser le diagnostic des « émancipations » dont la ville aurait besoin ne manque pas de profondeur et l'on se félicite que l'auteur questionne l'urgence d'un « compromis social » à réinventer à cet échelon infra-national.

Las !... L'auteur nous embarque dès la 1^{ère} partie dans une lecture très idéologique (et assez convenue) et obnubilée par la « dérive néolibérale », d'abord pour présenter sa grille de lecture sur le (méchant) capitalisme (chapitre 1), ensuite pour faire l'apologie de la pensée (magique) par les « communs » (chapitre 2). Le lecteur a vite l'impression que quelques mots clés récurrents font rempart et orientent systématiquement la boussole de l'auteur. Il y aurait d'un côté le danger capitaliste (oligarchie, élites, privatisation, profits, entreprises...) et de l'autre le sursaut citoyen (post-croissance, démondialisation, inclusivité, participation, ouverture, solidarité...). Une petite musique argumentative s'installe, qui rappelle des grammaires militantes et des catéchismes partisans, pour dénoncer tambour battant les « appropriations » (chapitre 1) et pour défendre avec vigueur la « régénération par le bas » (chapitre 2). Rapidement, l'oreille est écorchée par des dissonances et des accords trop plaqués. Comme cet oscar décerné au film *Demain* au seul critère de son succès d'audience. Ou ce long passage sur les fractures du rural qui prend pour argent comptant les « travaux » de Christophe Guilluy. Ou encore ce curieux plaidoyer pour une « société rationnelle » qui serait « donc écologique » (sic). Se précise, au fil du concert, une désagréable impression. Le chef d'orchestre fait une interprétation globale de la question urbaine, des plus toniques, mais sans jamais permettre que l'on entende les musiciens ou des instruments en particulier. Toute la richesse de l'effervescence métropolitaine est gommée par un fil directeur, la croyance selon laquelle la « modernité politique » serait mécaniquement indexée aux mouvements sociaux et à la belle générosité d'acteurs urbains dominés et exploités, bref prolétaires, mais extraordinairement écolo-citoyens, éco-responsables, visionnaires, créatifs et généreux.

La musique est tellement insistante que l'auditeur peut en devenir irrité et grincheux. C'est ce qui m'est arrivé au terme de la 1^{ère} partie, et cet état d'esprit ne m'a malheureusement plus quitté pour lire la suite de l'ouvrage. Le texte déroule pourtant des jugements, des faits et des repères historiques très variés. Qui plus est, il les argumente avec enthousiasme. Mais la « manipulation » du chef d'orchestre est trop visible ! C'est dommage parce que l'ouvrage ne manque pas de contenu. Les deux chapitres de la 2^{ème} partie traitent respectivement des luttes sociales et de la démocratie locale. On y trouve un développement sur les habitants qui résistent à « la colonisation du monde vécu », une analyse du « climat intellectuel et moral » de la régionalisation au Québec. L'auteur réfléchit au dépassement par le « patriotisme communal », au grand mouvement du municipalisme médiéval, au souffle de la « République universelle », à l'anti-étatisme du « municipalisme libertaire ». Il nous emmène au Kurdistan (pays du confédéralisme démocratique), en Espagne (République des mairies rebelles) puis revient avec passion au cœur du municipalisme québécois. La 3^{ème} partie propose, avec ambition, de « repenser le front municipal au Québec » (chapitre 5) en dressant un diagnostic ciblé sur le microcosme de la Belle Province puis en déclinant « six grands principes fondateurs », tous plus vertueux les uns que les autres. Un long développement est même consacré à la « délicate question des élections » et au cas montréalais. Enfin, la conclusion (doublée d'un « post-scriptum sur la transition » et d'un « Manifeste À nous la ville ») reprend avec application toutes les convictions anticapitalistes de l'auteur.

C'est assurément un ouvrage-manifeste, écrit avec vivacité et érudition, mais qui reste prisonnier d'une boussole bloquée sur les ivresses du combat prolétarien et de la lutte de classes, prisonnier en quelque sorte d'un récit auto-référencé sur les certitudes idéologiques (marxistes et gramsciennes) de son auteur. Le propos rassurera peut-être les acteurs qui prennent pour horizon militant le municipalisme libertaire. Mais à l'image du long passage consacré dans la 1^{ère} partie aux « commun(e)s », on a l'impression que l'auteur a oublié l'essentiel, c'est à dire l'épreuve du réel, ce qui impliquerait de mettre en discussion la connexion dynamique et pleine de contradictions qui relie les idées à l'action, la politique aux politiques publiques. Malgré les apparences, cet hymne au néo-municipalisme est énoncé hors sol et ex cathedra, dans le déni (plus ou moins conscient) de la complexité politique et institutionnelle des métropoles in vivo. Pour Jonathan Durand Folco, l'heure est au prêche métro-politain.